

ORGANISATION  
INTERNATIONALE DE  
**la francophonie**



Mise en œuvre du

# MULTILINGUISME

dans les organisations  
internationales



Mettre en pratique  
la diversité linguistique

 Nathan

OBSERVATOIRE DE LA  
LANGUE FRANÇAISE

**Références photographiques :**

**p. 5** haut : © OIF, bas : © CORTESIA/NOTIMEX. **p. 7** haut : © ONU/Andrea Brizzi, milieu : © Nito/Fotolia.com. **p. 8** haut : © Aieman Khimji, 2006, bas : © Institut français de Barcelone, droits réservés. **p. 9** : © Nito/Shutterstock. **p. 10** haut : droits réservés, bas : © Alliance française de Kazan. **p. 11** : © Stu Griffith/123RF. **p. 14** : © File404/123RF. **p. 15** : © Rido/Fotolia. **p. 17** : © Reuters/Chip East. **p. 20** : © Duris Guillaume/Fotolia. **p. 24** haut : © Nations Unies / United Nations, milieu : © OIF, bas : © Conseil de l'Europe. **p. 25** haut et bas : © UNESCO, droits réservés. **p. 31** : © OIF/Cyril Bailleul.

**Illustration p. 19** : Anne-Cécile Rougnon

**Conception artistique, couverture et mise en pages** :  
Anne-Danielle Naname

# Sommaire

## Un monde multilingue

Quelques grands espaces linguistiques dans le monde .....	7
L'engagement de la Francophonie en faveur du multilinguisme .....	12
Les enjeux liés à la mise en œuvre du multilinguisme .....	13

## Bonnes pratiques

Pour la traduction et l'interprétation .....	18
Pour le recrutement du personnel .....	20
Pour la communication et l'information .....	21
Dans l'action collective .....	21
Dans les instances de décision .....	22

## Infos utiles

Journées des langues .....	24
Contacts .....	26
Régime linguistique des principales organisations internationales .....	27
États et gouvernements membres de la Francophonie .....	30
<i>Vade-mecum</i> de la Francophonie relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales .....	31

|

|

—

—

—

—

|

|



Notre action s'inscrit dans une stratégie qui concerne toutes les langues, celle du plurilinguisme comme outil de démocratisation des relations internationales. Toute atteinte portée au respect de la parité des langues officielles et de travail dans les enceintes internationales est en effet de nature à entacher la qualité du dialogue et de la coopération, qui sont à la base du multilatéralisme prôné par la Francophonie.

**Abdou Diouf,**  
Secrétaire général  
de la Francophonie, 2008



Facteur essentiel d'une communication harmonieuse entre les peuples, le multilinguisme revêt une importance toute particulière... Favorisant la tolérance, il assure aussi une participation effective et accrue de tous au processus de travail de l'Organisation, ainsi qu'une efficacité plus grande, de meilleurs résultats et une plus grande implication. Le multilinguisme doit être préservé et encouragé par différentes actions... dans un esprit de partage et de communication.

Rapport du Secrétaire général,  
**Ban Ki Moon,**  
sur le multilinguisme, 2007

|

|

—

—

—

—

|

|



# Un monde multilingue

Un monde multilingue

## Quelques grands espaces linguistiques dans le monde



### L'espace anglophone

**Statut :** L'anglais est la langue officielle ou co-officielle de 54 pays qui se répartissent sur l'ensemble des continents.

Le Commonwealth est l'organisation qui rassemble les pays anglophones.

**Population :** Environ 1,8 milliard d'habitants.

**Statut dans les organisations :** Il est langue officielle et de travail dans toutes les organisations internationales (sauf à l'Union postale universelle) et régionales (sauf lorsqu'elles se limitent à des groupes de pays ou à des champs géographiques restreints).

**Locuteurs :** On estime à près de **500 millions** le nombre total de locuteurs (et certaines estimations vont jusqu'à 1 milliard). L'anglais est la deuxième langue maternelle la plus parlée au monde.

**Apprentissage :** Le nombre d'apprenants de la langue anglaise dans le monde est estimé à 2 milliards. Le British Council est présent dans 110 pays dans le monde.



## L'espace arabophone

**Statut :** L'arabe est la langue officielle ou co-officielle de 22 pays.

L'Organisation arabe pour l'Éducation, la Culture et les Sciences (ALECSO) rassemble les pays arabophones.

**Population :** Estimée à 350 millions de personnes.

**Statut dans les organisations :** Il est langue officielle et/ou de travail des principaux organes de l'ONU et de ses institutions spécialisées ainsi que des principales organisations régionales arabes (Ligue arabe, OCI, UMA, ALECSO).

**Locuteurs :** Environ **250 millions**.

L'arabe, ou plutôt les différentes langues arabes pratiquées, occupent la 4<sup>e</sup> place des langues les plus parlées dans le monde, en ne tenant compte que des personnes l'ayant pour première langue.

**Apprentissage :** L'un des vecteurs principaux de l'arabe est la religion musulmane qui amène de nombreuses personnes à en maîtriser au moins la lecture. Ainsi, dans certains pays, l'arabe n'est utilisé que dans le cadre de la pratique religieuse (Bangladesh, Indonésie, Iran, Pakistan, Turquie).



## L'espace francophone

**Statut :** Le français est langue officielle ou co-officielle dans 32 États et gouvernements de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

**Population :** Environ 350 millions d'habitants.



**Statut dans les organisations :** Il est langue officielle et de travail des principaux organes de l'ONU et de toutes les commissions régionales et institutions du système onusien (sauf Banque mondiale et FMI), de quatre organisations interaméricaines (BID, COPA, FIPA, OÉA), de deux organisations régionales des Amériques (ALENA, AEC) mais aussi de l'OTAN et de l'UE ainsi que de la quasi-totalité des organisations régionales africaines (UEMOA, BAD, CEDEAO, UA).

**Locuteurs :** 220 millions de personnes dans le monde peuvent être définies comme francophones de façon certaine, sachant que ce chiffre n'intègre pas une part importante de la population non alphabétisée du Sud capable de s'exprimer en français ou de le comprendre (mais pas de le lire ou de l'écrire). Le français est la 5<sup>e</sup> langue la plus parlée dans le monde.

**Apprentissage :** On compte 116 millions d'apprenants (dont environ la moitié en tant que langue étrangère). Langue mondiale, le français est une langue d'enseignement mais également une des rares langues apprises sur quasiment tous les continents. Présente dans les systèmes scolaires et universitaires des pays, elle est aussi promue et enseignée par des réseaux bilatéraux ou multilatéraux étatiques ou non gouvernementaux, dont les Instituts français et les Alliances françaises qui représentent plus de 1100 implantations dans plus de 130 pays.



## L'espace hispanophone

**Statut :** L'espagnol est langue officielle ou co-officielle de 20 pays.

L'Organisation des États Ibéro-américains pour l'Éducation, la Science et la Culture (OEI) et son Secrétariat général (SEGIB) regroupent les pays hispanophones.

**Population :** L'ensemble des pays dits hispanophones compte environ 380 millions d'individus.

**Statut dans les organisations :** Il est langue officielle et/ou de travail des principaux organes de l'ONU et de ses institutions spécialisées, de deux organisations régionales africaines

(SADC, UA), de l'UE et de la quasi-totalité des organisations régionales des Amériques (ALENA, AEC, MERCOSUR).

**Locuteurs : 450 millions** (dont 329 qui l'auraient pour langue maternelle).

**Apprentissage :** 14 millions d'élèves étudient l'espagnol comme langue étrangère (dont 5 millions au Brésil). Avec des centres installés dans le monde entier, l'Institut Cervantès se consacre à la promotion et l'enseignement de la langue espagnole, ainsi qu'à la diffusion de la culture espagnole et hispano-américaine.



## L'espace lusophone

**Statut :** Huit pays sur quatre continents ont le portugais comme langue officielle. Il est également l'une des langues officielles de la région administrative spéciale de Macao (avec le chinois) et du Timor oriental (avec le tétoum). La Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) regroupe l'ensemble des pays lusophones.

**Population :** Estimée à 215 millions d'habitants.

**Statut dans les organisations :** Le portugais est la langue officielle de la Conférence générale de l'Unesco, de plusieurs organisations régionales américaines (MERCOSUR, OEA, UNASUR, EIA), de l'UE mais aussi de trois organisations régionales africaines (UA, SADC et CEDEAO).

**Locuteurs : 240 millions.**

**Apprentissage :** L'Institut Camões est chargé de promouvoir la langue et la culture portugaises à l'étranger.



## L'espace russophone

**Statut :** Le russe est la langue officielle de 4 pays.

**Population :** Estimée à 175 millions d'habitants.

**Statut dans les organisations :** Il est langue officielle et /ou de travail de l'ONU et de ses principales institutions spécialisées

ainsi que d'organisations régionales européennes et asiatiques (OSCE, Conseil de l'Europe, CEI, OCS).

**Locuteurs : Entre 300 et 350 millions** de personnes dans le monde, surtout en Europe orientale et en Asie. Il est la langue maternelle de 200 millions de personnes (dont 70 millions hors de la Russie).

**Apprentissage :** Entre 100 et 150 millions de personnes apprennent le russe dans le monde.



## L'espace sinophone

**Statut :** Le chinois est la langue officielle ou co-officielle de 5 pays ou territoires (Chine, Hong-Kong, Macao, Singapour et Taïwan).

**Population :** 1,4 milliard d'habitants.

**Statut dans les organisations :** Il est langue officielle et/ou de travail des principaux organes de l'ONU et de ses institutions spécialisées et de deux organisations régionales asiatiques (ASEAN et OCS).

**Locuteurs :** Environ **1 milliard 445 millions** de locuteurs dans le monde pour les « langues chinoises » dont environ 836 millions pour le mandarin. En chiffre, c'est donc le chinois qui est la première langue parlée dans le monde.

**Apprentissage :** Près de 40 millions d'apprenants du chinois langue étrangère (100 millions prévus à l'horizon 2020) d'après les estimations officielles chinoises.

Dans les pays occidentaux, 700 établissements supérieurs dispensent désormais un enseignement du chinois. Les instituts Confucius implantés dans plusieurs villes du monde proposent des cours de chinois et participent à la diffusion de la culture chinoise.

# L'engagement de la Francophonie en faveur du multilinguisme

Si la Francophonie a pour première mission de renforcer l'usage du français comme langue de communication, de coopération et d'enseignement au sein de son espace, elle a dans le même temps choisi de s'inscrire dans un combat plus vaste : *celui de la diversité culturelle et linguistique.*

## **Le multilinguisme facteur de démocratie**

En novembre 1998, s'est tenu à Genève, à l'initiative de la Francophonie, un symposium rassemblant fonctionnaires internationaux et diplomates autour de la question du français et du multilinguisme dans les organisations internationales. L'objectif était de rappeler l'importance de la diversité linguistique comme facteur de démocratisation des relations internationales.

Parmi les propositions formulées à cette occasion figuraient notamment la création d'une commission d'observation et de protection du multilinguisme dans les organisations internationales, afin d'assurer le respect du statut des langues de travail et la nécessité de sensibiliser davantage les associations des pays anglophones, lusophones et hispanophones à la prise en compte du facteur linguistique comme critère de recrutement.

## **La diversité culturelle, condition d'une mondialisation équitable, solidaire et pacifique**

En juin 2001, à Cotonou, la 3<sup>e</sup> Conférence ministérielle de la Francophonie sur la culture proposait la création d'un instrument juridique international soulignant l'importance de la diversité culturelle et la nécessité de promouvoir et de protéger les industries culturelles.

Cette question est restée au centre des préoccupations de la Francophonie, qui l'a inscrite dans son cadre stratégique décennal, adopté lors du X<sup>e</sup> Sommet des chefs d'État et de

gouvernement (Ouagadougou, novembre 2004). Celui-ci fixe les grandes missions de l'OIF dont la promotion de la langue française et de la diversité culturelle et linguistique.

C'est à cette période que la Francophonie a déployé beaucoup d'efforts en faveur de l'adoption de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles par l'Unesco, texte voté par la Conférence générale en 2005 et entré en vigueur en mars 2007.

### **Le respect des langues officielles dans les organisations internationales, gage d'équité et d'efficacité**

En septembre 2006, à Bucarest, le XI<sup>e</sup> Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie a adopté le *Vade-mecum relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales*. Si les États et gouvernements membres de la Francophonie ont adopté ce texte, ce n'est pas uniquement pour défendre le français, mais c'est parce qu'ils ont mesuré toute l'importance que revêtent le combat pour le multilinguisme et le respect du statut des langues officielles et de travail au sein des organisations internationales.

## **Les enjeux liés à la mise en œuvre du multilinguisme**

Dans les instances internationales, vouées par essence au **dialogue et à la négociation**, les enjeux liés à la question des langues de **communication** sont considérables. Ils touchent en effet au fonctionnement efficace et **démocratique** des organisations, qui ne saurait être assuré sans un minimum d'égalité d'accès à **l'information** et à la parole, dans une langue bien maîtrisée.

### **Démocratie**

Si l'on admet qu'une langue porte en elle une vision du monde, l'usage d'une langue unique constitue un obstacle à l'expérience de la diversité des cultures et des points de

vue et il restreint l'accès des citoyens aux informations qui les concernent. Le respect du multilinguisme constitue un rempart contre la pensée unique. Il participe de la **démocratisation des relations internationales**.



## Équité

Dans une organisation internationale, chaque pays membre dispose des **mêmes droits** et des **mêmes devoirs**. Pour que sa voix ait les mêmes chances de participer aux débats, l'accès à l'information et les contributions doivent pouvoir se faire aisément dans toutes les langues officielles.

## Efficacité

Rédigés dans un anglais défaillant, les textes doivent souvent être corrigés par les services de traduction et demeurent peu clairs et imprécis. Les prises de parole dans une langue mal maîtrisée perdent en substance et rendent difficile le **travail des interprètes**. Dans le cadre des opérations de maintien de la paix, la maîtrise de la langue des populations concernées est gage d'efficacité.

## Information

L'accès à l'information et à la documentation dans les langues officielles et de travail est une condition nécessaire au plein **exercice des fonctions** des agents, des représentants et des délégués des missions permanentes. Car, au moment de l'interprétation, les malentendus ou incompréhensions peuvent être sources de conflits.

Il est également essentiel pour les organisations d'assurer la diffusion des messages au plus grand nombre avec les mots justes, notamment concernant des sujets sensibles, et d'entretenir ainsi un dialogue interculturel.

## Communication

Chaque fonctionnaire, représentant ou délégué est en droit de s'exprimer dans **la langue où il se sent le plus à l'aise** dès lors que le régime linguistique de l'organisation le prévoit. Le choix de la langue de communication peut **affecter la capacité à s'exprimer**, à se faire comprendre et à défendre efficacement ses propres points de vue et intérêts. Lorsqu'on emploie une autre langue que sa langue maternelle, ou que sa langue étrangère la mieux maîtrisée, on va simplifier et priver de nuances le raisonnement et la présentation, ce qui entraîne une déperdition du message.

L'aisance et la précision du discours sont des conditions nécessaires pour établir **un dialogue de qualité** dans son environnement de travail et plus particulièrement pour les fonctionnaires et diplomates.



## Dialogue et négociation

Le monolinguisme réduit aussi la capacité des instances internationales à générer des visions, des solutions et des pratiques diversifiées (s'inspirant de plusieurs cultures) pour faire face à la complexité des défis qu'elles sont appelées à relever.

|

|

—

—

—

—

|

|





## Bonnes pratiques

Bonnes pratiques

Le problème n'est pas l'utilisation de l'anglais mais la domination d'une seule langue sous le prétexte, malheureusement faux, d'une communication facilitée.

**L'objectif est de rétablir un équilibre dynamique entre les langues officielles et de travail des organisations.**

Les diplomates et les fonctionnaires sont les acteurs principaux de la mobilisation pour le multilinguisme.

La langue n'est pas un objectif en soi, mais constitue un outil privilégié qui permet de véhiculer une pensée et un regard particulier sur le monde et les grands défis de l'actualité internationale.

# Pour la traduction et l'interprétation

## ■ Lors des réunions officielles

### Assurer la démocratisation et l'efficacité des échanges

Il est indispensable que **chaque délégué s'exprime** dans **l'une des langues officielles de son pays** ou dans **la langue officielle de l'organisation qu'il maîtrise le mieux**.

Les traducteurs et interprètes, toujours prévus dans ces circonstances, dénoncent tout particulièrement un réflexe trop répandu de produire un texte ou de prendre la parole dans un anglais très souvent approximatif.

La précision des échanges en pâtit et le coût supplémentaire lié à la révision/correction des textes transmis aux services des Conférences s'alourdit d'année en année.

### Si nécessaire, il ne faut pas hésiter à :

Reporter l'adoption d'une résolution, motion ou toute autre décision, lorsque les documents ne sont pas disponibles dans toutes les langues de travail ;

Demander l'ajournement d'une réunion lorsque la traduction des documents préparatoires, textes officiels ou comptes rendus est absente ;

S'assurer que les documents relatifs à l'ordre du jour soient publiés dans les langues de travail ;

Réagir auprès du coordonnateur chargé du multilinguisme ou du service compétent lorsqu'un document ou un rapport n'est pas disponible dans les langues officielles de l'organisation ;

Protester auprès du service émetteur lorsqu'une information diffusée sur le site internet de l'organisation n'est proposée qu'en une seule langue.

## ■ Lors des réunions informelles

### Tenter l'intercompréhension, choisir la facilité et la précision

La multiplication de réunions informelles unilingues compromet le fonctionnement démocratique et altère la représentativité des organisations en contribuant à **restreindre le niveau d'accès à l'information** en fonction de la maîtrise effective d'une langue par les interlocuteurs.

#### Il ne faut pas hésiter à :

Dénoncer l'absence d'interprétation simultanée lors d'une réunion dite informelle mais qui présente en réalité un caractère quasi institutionnel ;

Prendre la parole dans sa langue ou dans celle(s) de(s) langue(s) officielle(s) que l'on maîtrise le mieux ;

Exiger la traduction des documents examinés dans les langues officielles de l'organisation auprès du service concerné ;

S'agissant des réunions techniques, prendre l'initiative d'organiser des réunions par zone linguistique, notamment sur des sujets spécialisés.



# Pour le recrutement du personnel



## ■ Éviter la discrimination à l'embauche

Lors du recrutement dans les organisations internationales, la maîtrise d'une des langues de travail est demandée mais dans la pratique, seule la langue anglaise est réellement requise. De même, l'essentiel du processus de recrutement se déroule en anglais, ce qui favorise les anglophones natifs et renforce encore la tendance à l'unilinguisme.

### **Les actions concrètes qui peuvent être engagées :**

Réclamer la diffusion simultanée, sur tous les supports et dans toutes les langues de travail, des avis de vacance de postes ;

Veiller à ce que, pour des postes stratégiques (directeur, chef de division, porte-parole), les candidats retenus possèdent une maîtrise effective d'au moins deux langues de travail ou qu'ils s'engagent à les maîtriser ;

S'assurer que le comité de sélection chargé des entretiens soit multilingue et que sera testée de façon effective la pratique de différentes langues de travail /officielles lors des entretiens de recrutement ;

Rappeler la nécessité pour les personnes recrutées dans le cadre des opérations de maintien de la paix d'être en mesure de s'exprimer dans la langue officielle du pays où elles doivent se déployer ;

Insister pour que le Représentant Résident du Programme des Nations unies pour le développement qui assume également la fonction de coordinateur des activités opérationnelles des agences onusiennes sur le terrain, dans les pays partenaires, ait une maîtrise effective de la principale langue du pays où il est affecté.

# Pour la communication et l'information

## ■ S'adresser à tout le monde

Exiger que le secrétariat adresse notes et correspondances dans la langue du diplomate concerné qui s'adressera en retour au secrétariat dans la langue de son choix ;

Faire en sorte que l'accueil téléphonique et le site internet des délégations nationales soit dans une des langues officielles de leur pays ;

Signaler tout déséquilibre sur le site internet entre le contenu en anglais et celui dans les autres langues de travail ;

Réclamer que la signalisation, les panneaux d'affichage et les instructions à l'intérieur des bâtiments soient disponibles dans toutes les langues officielles.

## Dans l'action collective

### ■ Agir à tous les niveaux

Le multilinguisme est toujours érigé en principe majeur dans les textes (résolution biennale à l'ONU, règlement à l'UE, acte constitutif à l'UA...) mais il suppose un **engagement de tous**.

Favoriser la constitution de groupes linguistiques au sein des organisations internationales, sur le modèle des groupes d'ambassadeurs francophones ;

Réclamer des mesures de formation et d'accompagnement linguistiques à ses autorités nationales ;

Réagir pour refuser les mesures d'économie qui ont des effets négatifs sur la place et l'emploi des langues officielles et de travail ;

Travailler en étroite collaboration avec les représentants de toutes les aires linguistiques au sein des organisations internationales ou régionales pour faire respecter les principes de la diversité culturelle et linguistique et le statut des langues.

# Dans les instances de décision

## ■ Peser sur les décisions

Au sein de chaque organisation, outre les réunions statutaires relatives au budget, il ne faut pas négliger quelques instances décisives qui pourraient être **mises à profit pour défendre et promouvoir le multilinguisme**, comme par exemple aux Nations unies :

**Le Comité de l'information**, réunion annuelle qui traite de toutes les questions relatives à l'information et à la communication. La résolution issue des travaux de ce comité comporte de très nombreuses dispositions qui ont un impact sur le multilinguisme. Il est donc important de ne pas négliger cette enceinte. Cette résolution, annuelle, vient utilement compléter la résolution biennale sur le multilinguisme, adoptée par l'Assemblée générale, qui en reprend de nombreuses dispositions in extenso.

**Le Comité des conférences** où siègent 23 États membres et qui se réunit pendant une semaine au début de chaque mois de septembre. Le Comité adopte des mesures importantes ayant un effet direct sur l'interprétation et la traduction et il serait utile que les défenseurs du multilinguisme y siègent, ne serait-ce qu'en tant qu'observateurs.

**Les réunions d'évaluation de la qualité**, organisées par les services linguistiques. Ces réunions, organisées deux fois par an, ont pour objectif de recueillir auprès des États membres leurs observations sur l'amélioration des services linguistiques.

**La résolution sur la gestion des ressources humaines** qui est adoptée deux fois par an et qui aborde les questions liées au recrutement, à la formation et à la mobilité professionnelles, comportant une dimension linguistique.



## INFOS UTILES

- Journées des langues
- Contacts
- Régime linguistique des principales organisations internationales
- États et gouvernements membres de la Francophonie
- *Vade-mecum* de la Francophonie relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales

## ● Les Journées des langues à l'ONU



© United Nations

Les Journées des langues à l'ONU ont été introduites en 2010 pour promouvoir le multilinguisme et la diversité culturelle ainsi que l'usage à parité des six langues officielles de l'Organisation.

Les bureaux des Nations unies à travers le monde célèbrent six journées spéciales consacrées chacune à une langue officielle : **le français (20 mars), le chinois (le 20 avril), l'anglais (23 avril), le russe (6 juin), l'espagnol (12 octobre), et l'arabe (18 décembre).**

<http://www.un.org/fr/events/observances/days.shtml>

## ● La Journée internationale de la Francophonie



Depuis 1990, les francophones de tous les continents célèbrent chaque **20 mars** comme la Journée internationale de la Francophonie. Une occasion pour les francophones du monde entier d'affirmer

leur solidarité et leur désir de vivre ensemble dans leurs différences et leur diversité. La date du 20 mars a été retenue en commémoration de la signature, en 1970 à Niamey (Niger), du traité portant création de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), aujourd'hui Organisation internationale de la Francophonie.

<http://www.20mars.francophonie.org/>

## ● La Journée européenne des langues

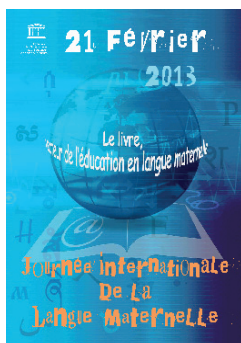


À l'initiative du Conseil de l'Europe, la Journée européenne des langues est célébrée chaque année le **26 septembre** depuis 2001. Des centaines d'activités à travers toute l'Europe

célébrent la diversité des langues et encouragent leur apprentissage parce que « célébrer les langues signifie célébrer la diversité ». [www.coe.int/JEL](http://www.coe.int/JEL)



## ● La Journée internationale de la langue maternelle

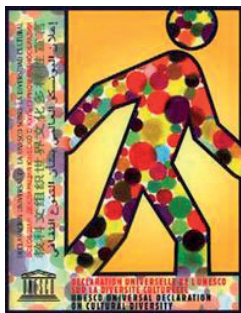


En 1999, le **21 février** a été déclaré Journée internationale de la langue maternelle par l'Unesco. Une culture de paix ne peut se construire que dans un espace où tout le monde a le droit d'utiliser sa langue maternelle pleinement et librement dans toute circonstance de la vie. « Que la reconnaissance et le respect pour la diversité culturelle dans le domaine

du langage inspirent une solidarité basée sur la compréhension, la tolérance et le dialogue, et que toute action qui favorise l'utilisation des langues maternelles serve non seulement à encourager la diversité linguistique et l'éducation multilingue mais nous sensibilise davantage à la multiplicité des traditions linguistiques et culturelles dans le monde. »

<http://www.un.org/fr/events/culturaldiversityday/>

## ● La Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement



Le 2 novembre 2001, l'Unesco a adopté sa Déclaration universelle sur la diversité culturelle. Cette déclaration reconnaît, pour la première fois, la diversité culturelle comme « héritage commun de l'humanité » et considère sa sauvegarde comme étant un impératif concret et éthique inséparable du

respect de la dignité humaine. Suite à cela, l'Assemblée générale des Nations unies a proclamé le **21 mai**, Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement afin d'approfondir les réflexions sur les valeurs de la diversité culturelle pour apprendre à mieux « vivre ensemble ».

<http://portal.unesco.org>

## LES COORDONNATEURS POUR LE MULTILINGUISME AU SEIN DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

- **Coordonnateur pour le multilinguisme  
au secrétariat des Nations unies à New York**  
**Monsieur Peter Launsky-Tieffenthal**  
*Secrétaire général adjoint à la Communication et à l'Information*  
Département de l'Information, Nations unies  
NY 10017 • New York, États-Unis
- **Coordonnateur pour le multilinguisme  
à l'Office des Nations unies à Genève**  
**Monsieur Zhengren Li**  
Division des services de conférences,  
Office des Nations unies • 1211 Genève 10  
Courriel : zli@unog.ch
- **Coordonnateur pour le multilinguisme  
à l'Organisation mondiale de la santé**  
**Docteur Hooman Momen, Coordonnateur Presse**  
20, avenue Appia • 1211 Genève 27  
Courriel : momen@who.int
- **Commissaire européenne pour l'éducation,  
la culture, le multilinguisme et la jeunesse**  
**Madame Androulla Vassiliou**  
Rue de la loi 200 • BERL 10/110  
B-1049 Bruxelles  
Courriel : androulla.vassiliou@ec.europa.eu
- **Coordonnateur pour le français,  
Commission de l'Union africaine**  
**Monsieur Thomas Tschiggfrey**  
Bureau du vice-président,  
Commission de l'Union africaine  
P.O. Box 3243 • Addis-Abeba, Éthiopie  
Courriel : TschiggfreyT@africa-union.org

## Régime linguistique des principales organisations internationales

Organisations	Langues officielles	Langues de travail
<b>Assemblée générale des Nations unies</b> Règlement intérieur, art. 51 (A/520/Rev.15).	Anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe	Anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe <b>Secrétariat général :</b> Français et anglais
<b>Banque mondiale (BM)</b>	Non précisé	Anglais <b>Traduction :</b> Arabe, espagnol, français, mandarin, portugais, russe
<b>Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA)</b> Règlement intérieur, art. 31-35 (E/CN.14/111/Rev.8/Corr.2).	Anglais, arabe, français	Anglais, arabe, français
<b>Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)</b>	Anglais, français, portugais	Anglais, français, portugais
<b>Cour internationale de justice (CIJ)</b> Statut de 1945, art. 39.1.	Anglais, français	Anglais, français
<b>Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED)</b> Règlement intérieur, art. 69 (TD/63/Rev.2) et art. 64 (TD/B/740).	Allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe	<b>Secrétariat :</b> Anglais, français
<b>Conseil de sécurité de l'ONU</b> Règlement intérieur, art. 41 (S/96/Rev.7).	Anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe	Anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe

Organisations	Langues officielles	Langues de travail
<b>Conseil économique et social des Nations unies (Ecosoc)</b> Règlement intérieur, art. 32 [E/5715/Rev.2] et [E/5975/Rev.1] pour les commissions techniques.	Anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe	Anglais, espagnol, français
<b>Fonds monétaire international (FMI)</b> Règles et règlement, art. C13.	Non précisé	Anglais <b>Traduction :</b> Allemand, arabe, chinois, espagnol, français, portugais, russe
<b>Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)</b> Convention du 14 décembre 1960.	Anglais, français	Anglais, français
<b>Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)</b> Règlement intérieur de la Conférence générale, art. 64 et 65 et Règlement intérieur du Conseil, art. 56.	Anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe	Anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe
<b>Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)</b> Règlement général, art. XLVII.	Anglais, arabe, chinois, espagnol, français	Anglais, arabe, chinois, espagnol, français
<b>Organisation internationale du travail (OIT)</b> Règlement de la Conférence internationale du travail, art. 24 et 58.	Anglais, français (conférences et commissions)	Anglais, espagnol, français <b>Traduction :</b> Allemand, arabe, chinois, russe
<b>Organisation mondiale du commerce (OMC)</b>	Anglais, espagnol, français	Anglais, espagnol, français
<b>Union européenne (UE)</b> CE, règlement intérieur, art. 1. Traité instituant la CE.	Allemand, anglais, bulgare, danois, espagnol, estonien, finnois, français, grec, hongrois, irlandais, italien, letton, lituanien, maltais, néerlandais, polonais, portugais, roumain, slovaque, slovène, suédois, tchèque <b>À la commission :</b> Allemand, anglais, français	

Organisations	Langues officielles	Langues de travail
<b>Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)</b> Art. 6.2 et VII de la convention instituant l'OMPI et Ass. générale des États membres.	Anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe	Anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe
<b>Organisation mondiale de la santé (OMS)</b> Règlement intérieur du Conseil exécutif, art. 22. AG et Conseil exécutif.	Anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe	Anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe
<b>Union africaine (UA)</b> Acte constitutif, art. 25, règlement intérieur de la Conférence, art. 14, règlement intérieur du Conseil exécutif, art. 15 et règlement intérieur du Comité des représentants permanents, art. 10.	Anglais, arabe, espagnol, français, portugais, kiswahili, toute autre langue africaine	Anglais, arabe, espagnol, français, portugais
<b>Union internationale des télécommunications (UIT)</b> Conférence plénipotentiaire de Nice (1989) et Résolutions 103 et COM 6/1 des conférences de Minneapolis (2002) et Marrakech (1998).	Non précisé	Anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe
<b>Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)</b> Règlement intérieur de la Conférence générale, art. 50, 54 et 55 et règlement intérieur du Conseil exécutif, art. 21.	Conférence générale : Anglais, arabe, chinois, espagnol, français, hindi, italien, portugais, russe	Conférence et Conseil exécutif : Anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe Secrétariat : Anglais, français

# États et gouvernements membres de la Francophonie

Présente sur les cinq continents, l'Organisation internationale de la Francophonie rassemble  
**77 États et gouvernements**  
dont **57 membres** et **20 observateurs**.

## ■ Les cinquante-sept États et gouvernements membres et associés

Albanie • Andorre • Arménie • Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada-Nouveau-Brunswick • Canada-Québec • Cap-Vert • Chypre\* • Comores • Congo • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • Ex-République yougoslave de Macédoine • Fédération Wallonie-Bruxelles • France • Gabon • Ghana\* • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Laos • Liban • Luxembourg • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Monaco • Niger • Qatar\* • République centrafricaine • République démocratique du Congo • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • São Tomé et Príncipe • Sénégal • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam.

\* Membres associés.

## ■ Les vingt observateurs

Autriche • Bosnie-Herzégovine • Croatie • Émirats arabes unis • Estonie • Géorgie • Hongrie • Lettonie • Lituanie • Monténégro • Mozambique • Pologne • République dominicaine • République tchèque • Serbie • Slovaquie • Slovénie • Thaïlande • Ukraine • Uruguay.

## Vade-mecum de la Francophonie relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales

Le Vade-mecum, adopté par les États membres, associés et observateurs de l'OIF dans le cadre de la 22<sup>e</sup> session de la Conférence ministérielle de la Francophonie en 2006, est l'aboutissement d'une réflexion politique approfondie et représente **un engagement moral et juridique des États à favoriser l'usage du français dans les organisations internationales pour y promouvoir le multilinguisme.**



Bucarest, le 26 septembre 2006

Nous, ministres participant à la Conférence ministérielle de la Francophonie, réunis à Bucarest, le 26 septembre 2006, Sensibles aux difficultés que rencontre l'usage du français dans les organisations internationales et régionales ;

Soulignant notre attachement, au titre de la diversité culturelle et linguistique, au plein respect du statut de langue de travail ou de langue officielle reconnu par les textes organiques des organisations internationales et régionales dont nos États et gouvernements sont membres ;

Rappelant que le français est l'une des deux langues de travail des Nations unies et de ses organes spécialisés ;

Dans les organisations internationales et régionales où le français bénéficie du statut de langue de travail ou de langue officielle, nous nous engageons, ainsi que nos représentants et délégués :

- à nous exprimer en français lorsque c'est notre seule langue nationale ou officielle ;
- à faire une part équitable et équilibrée à l'expression en français lorsque notre pays reconnaît plusieurs langues nationales ou officielles, illustrant ainsi notre diversité culturelle ;
- à privilégier l'expression en langue française dans tous les autres cas où l'usage de notre ou de nos langues nationales ou officielles, autres que le français, n'est pas possible.

Nous assurerons en outre, lors des assemblées générales et des sessions ministérielles, si nous n'utilisons pas le français, qu'en cas de distribution de versions écrites, une version française soit fournie par le secrétariat de l'organisation ou par notre propre délégation si celle-ci choisit d'en distribuer le texte.

Par ailleurs nous nous engageons à ce que nos représentants et délégués auprès de ces organisations :

**1) s'assurent auprès des secrétariats de ces organisations :** de l'interprétation simultanée des interventions lors de la tenue de séances officielles et aux étapes importantes de l'examen d'un texte, qu'il n'y ait pas d'abus de réunions informelles sans interprétation ;

**2) veillent à ce que :**

→ toute la documentation et les publications, y compris électroniques, de ces organisations soient disponibles en français ou, en cas de traduction, dans une version française de qualité, conforme à l'original ;

→ les textes essentiels à la négociation soient également disponibles en français en temps utile ;

**3) formulent, au sein des groupes d'ambassadeurs** francophones, des propositions pour favoriser l'usage du français et réagissent auprès des secrétariats, collectivement si nécessaire, en cas de manquement aux règles du multilinguisme ;

**4) veillent à l'allocation par ces organisations** de ressources financières et humaines adéquates pour que le statut des langues de travail ou des langues officielles soit respecté dans les faits ;

**5) interviennent collectivement** afin qu'elles appliquent de manière rigoureuse le multilinguisme comme critère de recrutement ;



**6) interviennent** pour que, **dans les opérations de maintien de la paix** conduites sur le territoire d'un État francophone, les contingents de l'organisation internationale ou régionale concernée soient en mesure de communiquer avec les autorités et la population en français et que cette nécessité soit prise en compte dans le recrutement et la formation des personnels des opérations de maintien de la paix ;

**7) travaillent de concert avec les représentants** des autres groupes linguistiques reconnus au sein des organisations internationales et régionales, pour faire respecter les principes du multilinguisme et de la diversité culturelle ainsi que le statut des langues de travail et des langues officielles.

À cet effet, nous appuyons les initiatives prises au sein de ces organisations pour favoriser l'apprentissage des langues par leur personnel et soutenons les actions en cours de l'OIF en vue d'enseigner le français aux fonctionnaires de ces organisations et des États et gouvernements membres dont le français n'est pas langue officielle ; nous nous concerterons également pour favoriser le recrutement d'agents maîtrisant la langue française à des postes de responsabilité au sein de ces organisations.

Nous invitons le Secrétaire général de la Francophonie à poursuivre résolument son engagement en faveur de l'usage du français dans les organisations internationales, notamment à travers les représentations permanentes de l'OIF et les autres actions d'accompagnement que nous jugerons souhaitables.



**4) auf die Zuteilung** der entsprechenden Finanz- und Humannressourcen durch die besagten Organisationen **achten**, damit der Status der Arbeits- oder Amtssprachen tatsächlich eingehalten wird;

**5) gemeinsam intervenieren**, damit diese streng das Kriterium der Mehrsprachigkeit bei Personalrekrutierungen anwenden; **6) intervenieren**, damit bei auf dem Gebiet eines französischsprachigen Staates durchgeführten **friedens-erhaltenden Maßnahmen** die Kontingente der betreffenden internationalen oder regionalen Organisation in der Lage sind, mit den Behörden und der Bevölkerung auf Französisch zu kommunizieren und diese Notwendigkeit bei der Bestellung und Ausbildung der bei den friedenserhaltenden Maßnahmen eingesetzten Personen berücksichtigt wird;

**7) mit den Vertretern** der anderen innerhalb der internationalen und regionalen Organisationen anerkannten Sprachgruppen **zusammenarbeiten**, um die Grundsätze der Mehrsprachigkeit und der kulturellen Vielfalt sowie den Status der Arbeits- und Amtssprachen einzuhalten.

Zu diesem Zweck unterstützen wir die innerhalb der besagten Organisationen ergriffenen Initiativen zur Förderung des Sprachlerntens durch das jeweilige Personal sowie die laufenden Aktionen der OIF in Hinblick auf den Französischunterricht für Beamte dieser Organisationen und der Mitgliedsstaaten und –regierungen, bei denen Französisch keine Amtssprache ist; wir stimmen uns gleichfalls darüber ab, Bewerbungen von Angestellten für Posten mit großer Verantwortung innerhalb dieser Organisationen zu unterstützen, die die französische Sprache beherrschen.

Wir fordern das Generalsekretariat der Frankophonie auf, sein Engagement für die Verwendung des Französischen in internationalen Organisationen mit Entschlossenheit weiterzuvorführen, insbesondere mit Hilfe der ständigen Vertretungen der OIF sowie andere Begleitmaßnahmen, die wir als wünschenswert erachten.

- ← erinnern daran, dass Französisch eine der beiden Arbeitssprachen der Vereinten Nationen und ihrer Sonderorgane ist; Bei den internationalen und regionalen Organisationen, bei denen Französisch den Status einer Arbeits- oder Amtssprache hat, verpflichten wir uns, ebenso wie unsere Vertreter und Delegierten :
- ← uns auf Französisch auszusprechen, wenn es unsere einzige nationale oder Amtssprache ist;
  - ← dem Französischen einen gerechten und gleichberechtigten Anteil bei der Verwendung einzuräumen, wenn unser Land mehrere nationale oder Amtssprachen hat, wodurch wir unsere kulturelle Vielfalt zum Ausdruck bringen.
  - ← die mündliche Verwendung der französischen Sprache in allen anderen Fällen zu bevorzugen, bei denen die Verwendung unserer anderen nationalen oder Amtssprache(n) neben Französisch nicht möglich ist;
- Wir garantieren außerdem bei Generalversammlungen und Ministertreffen, wenn wir nicht Französisch verwenden, dass bei Verteilung der schriftlichen Versionen eine französische Version vom Sekretariat der Organisation oder von unserer eigenen Delegation, wenn diese selbst den Text verteilt, geliefert wird; Außerdem verpflichten wir uns, dass unsere Vertreter und Delegierten bei den besagten Organisationen :
- 1) bei den Sekretariaten der Organisationen sicherstellen :**
    - dass eine Simultandolmetschung der Redebögen bei der Abhaltung offizieller Sitzungen und wichtiger Etappen bei der Behandlung eines Textes beigelegt wird,
    - dass nicht übermäßig viele informelle Sitzungen ohne Dolmetschung abgehalten werden;
  - 2) darauf achten, dass**
    - sämtliche Dokumente und Publikationen dieser Organisationen, auch in elektronischer Form, auf Französisch verfügbar sind, oder bei Übersetzungen in einer erstklassigen französischen Version, die dem Original entspricht;
    - die für die Verhandlungen wichtigsten Texte rechtzeitig auch auf Französisch verfügbar sind;
  - 3) innerhalb der Gruppen der Französischsprachigen Botschafter** Vorschläge zur Förderung der Verwendung des Französischen unterbreiten und bei Sekretariaten, wenn nötig gemeinsam, bei Verstößen gegen die Regeln der Mehrsprachigkeit reagieren;

## Vademecum der Frankophonie zur Verwendung der französischen sprache in internationalen organisationen

Das von den ordentlichen, den assoziierten Mitgliedern und den Beobachtern der OIF im Rahmen der 22. Sitzung der Ministerkonferenz der Frankophonie 2006 angenommene *Vademecum* bedeutet den Abschluss eines tiefgehenden politischen Reflexionsprozesses und stellt **eine ideale und rechtliche Verpflichtung der Staaten** dar, die Verwendung des Französischen in internationalen Organisationen zu unterstützen, um dort die Mehrsprachigkeit zu fördern.



Bukarest, am 26. September 2006

Wir, die an der Ministerkonferenz der Frankophonie teilnehmenden Minister in Bukarest, am 26. September 2006,

← in Kenntnis der Schwierigkeiten, auf die die Verwendung des Französischen in internationalen und regionalen Organisationen trifft,

← unterstreichen unser Engagement im Sinne der kulturellen und sprachlichen Vielfalt für die strikte Einhaltung des Status der von den organischen Texten anerkannten Arbeits- oder Amtssprachen bei den internationalen und regionalen Organisationen, bei denen unsere Staaten und Regierungen Mitglieder sind;

Bosnien-Herzegowina • Dominikanische Republik • Estland  
 Georgien • Kroatien • Lettland • Litauen • Montenegro  
 Mozambique • Österreich • Polen • Serbien • Slowakei  
 Slowenien • Thailand • Tschechische Republik • Ukraine  
 Ungarn • Uruguay • Vereinigte Arabische Emirate.

## ■ Die zwanzig Beobachter

\*Assoziierte Mitglieder:

Republik\* • Zypern\*  
 Togo • Tunesien • Vanuatu • Vietnam • Zentralafrikanische  
 São Tomé et Príncipe • Senegal • Seychelles • Schweiz • Tschad  
 Monaco • Niger • Qatar\* • Rumänien • Ruanda • Sainte-Lucie  
 • Mali • Marokko • Mauritizius • Maurititanien • Moldawien  
 • Komoren • Kongo • Laos • Libanon • Luxemburg • Madagaskar  
 Kamerun • Kanada • Kanada-New-Brunswick • Kanada-Quebec  
 Griechenland • Guinea • Guinea-Bissau • Haiti • Kambodscha  
 Föderation Wallonie-Bruxelles • Frankreich • Gabon • Ghana\*  
 Dominica • Ehemalige jugoslawische Republik Mazedonien  
 • Côte d'Ivoire • Demokratische Republik Kongo • Dschibuti  
 Belgien • Benin • Bulgarien • Burkina Faso • Burundi • Cap-Verde  
 Ägypten • Albanien • Andorra • Äquatorial-Guinea • Armenien

## ■ Die siebenundfünfzig Staaten und Regierungen, die ordentliche und assoziierte Mitglieder sind :

Der internationalen Organisation der Frankophonie gehören 77 Staaten und Regierungen, davon 57 ordentliche Mitglieder und 20 mit Beobachterstatus an.

Staaten und  
 Regierungen, die bei  
 der Frankophonie  
 Mitglied sind

<b>Organisationen</b>	<b>Arbeitsprachen</b>	<b>Europäische Union (EU)</b> Eg, Geschäftsordnung, Art. 1. Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft.	<b>Weltorganisation für geistiges Eigentum (WIPO)</b> zur Gründung der WIPO und Generalversammlung der Mitgliedsstaaten.	<b>Weltgesundheitsorganisation (WHO)</b> Geschäftsordnung des Exekutivrates, Art. 22. GV und Exekutivrat.	<b>Afrikanische Union (UA)</b> Gründungsvertrag, Art. 25, Geschäftsordnung der Konferenz, Art. 14, Geschäftsordnung des Exekutivrates, Art. 15 und Geschäftsordnung des Ausschusses der ständigen Vertreter, Art. 10.	<b>Internationale Fernmeldeunion (ITU)</b> Bevollmächtigte Konferenz von Nizza (1989) und Resolutionen 103 und COM 6/1 der Konferenzen in Minneapolis (2002) und Marrakesch (1998)	<b>Organisationen der Vereinten Nationen für Bildung, Wissenschaft und Kultur (Unesco)</b> Geschäftsordnung der Generalkonferenz, Art. 50, 54 und 55 und Geschäftsordnung des Exekutivrates, Art. 21.
		<b>Weltorganisation für geistiges Eigentum (WIPO)</b> Arabisch, Chinesisch, Englisch, Französisch, Russisch, Spanisch	<b>Weltorganisation für geistiges Eigentum (WIPO)</b> Arabisch, Chinesisch, Englisch, Französisch, Russisch, Spanisch	<b>Weltorganisation für geistiges Eigentum (WIPO)</b> Arabisch, Chinesisch, Englisch, Französisch, Russisch, Spanisch	<b>Afrikanische Union (UA)</b> Arabisch, Englisch, Französisch, Portugiesisch, Kischwahili, Spanisch, alle anderen afrikanischen Sprachen	<b>Internationale Fernmeldeunion (ITU)</b> Englisch, Arabisch, Chinesisch, Spanisch, Französisch, Russisch	<b>Organisationen der Vereinten Nationen für Bildung, Wissenschaft und Kultur (Unesco)</b> Arabisch, Chinesisch, Englisch, Französisch, Hindi, Italienisch, Portugiesisch, Russisch, Spanisch
		<b>Bei der Kommission:</b> Deutsch, Englisch, Französisch, Ungarisch, Schwedisch, Spanisch, Tschechisch, Rumänisch, Slowakisch, Slowenisch, Niederländisch, Polnisch, Portugiesisch, Lettisch, Litauisch, Maltesisch, Griechisch, Irisch, Italienisch, Estisch, Finnisch, Französisch, Bulgarisch, Dänisch, Deutsch, Englisch	<b>Bei der Kommission:</b> Deutsch, Englisch, Französisch	<b>Bei der Kommission:</b> Arabisch, Chinesisch, Englisch, Französisch, Russisch, Spanisch	<b>Bei der Kommission:</b> Arabisch, Englisch, Französisch, Portugiesisch, Spanisch	<b>Bei der Kommission:</b> Englisch, Arabisch, Chinesisch, Spanisch, Französisch, Russisch	<b>Bei der Kommission:</b> Arabisch, Chinesisch, Englisch, Französisch, Hindi, Italienisch, Portugiesisch, Russisch, Spanisch
	<b>Arbeitsprachen</b>	<b>Europäische Union (EU)</b> Bulgarisch, Dänisch, Deutsch, Englisch, Estisch, Finnisch, Französisch, Griechisch, Irisch, Italienisch, Lettisch, Litauisch, Maltesisch, Niederländisch, Polnisch, Portugiesisch, Rumänisch, Slowakisch, Slowenisch, Schwedisch, Spanisch, Tschechisch, Ungarisch	<b>Bei der Kommission:</b> Deutsch, Englisch, Französisch	<b>Bei der Kommission:</b> Arabisch, Chinesisch, Englisch, Französisch, Russisch, Spanisch	<b>Bei der Kommission:</b> Arabisch, Englisch, Französisch, Portugiesisch, Spanisch	<b>Bei der Kommission:</b> Englisch, Arabisch, Chinesisch, Spanisch, Französisch, Russisch	<b>Bei der Kommission:</b> Arabisch, Chinesisch, Englisch, Französisch, Hindi, Italienisch, Portugiesisch, Russisch, Spanisch



Organisationen	Arbeits- Sprachen	Arbeits- sprachen
<b>UNO-Sicherheitsrat</b> Geschäftsordnung, Art. 41(5/6/Rev.7).	Arabisch, Chinesisch, Englisch, Französisch, Russisch, Spanisch	Arabisch, Chinesisch, Englisch, Französisch, Spanisch
<b>Wirtschafts- und Sozialrat der Vereinten Nationen [Ecosoc]</b> Geschäftsordnung, Art. 32 [E/5715/Rev.2] und [E/5975/Rev.1] für die Fachkommissionen.	Arabisch, Chinesisch, Englisch, Französisch, Russisch, Spanisch	Englisch, Französisch, Spanisch
<b>Internationaler Währungsfond (IWF)</b> Regelungen und Geschäftsordnung, Art. C13.	keine Angaben	Englisch, Arabisch, Chinesisch, Deutsch, Französisch, Portugiesisch, Russisch, Spanisch
<b>Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD)</b> Konvention vom 14. Dezember 1960.	Englisch, Französisch	Englisch, Französisch
<b>Internationale Zivilluftfahr- torganisation [ICAO]</b> Geschäftsordnung der Generalkonferenz, Art. 64 und 65 und Geschäftsordnung des Rates, Art. 56.	Arabisch, Chinesisch, Englisch, Französisch, Russisch, Spanisch	Arabisch, Chinesisch, Englisch, Französisch, Russisch, Spanisch
<b>Organisation der Vereinten Nationen für Ernährung und Landwirtschaft [FAO]</b> Geschäftsordnung, Art. XLVII.	Arabisch, Chinesisch, Englisch, Französisch, Spanisch	Arabisch, Chinesisch, Englisch, Französisch, Spanisch
<b>Internationale Arbeitsorganisation [ILO]</b> Geschäftsordnung der Internationalen Arbeitskonferenz, Art. 24 und 58.	Englisch, Französisch (Konferenzen und Kommissionen)	Englisch, Französisch, Spanisch, Übersetzung Arabisch, Chinesisch, Deutsch, Russisch
<b>Welthandelsorganisation [WTO]</b>	Englisch, Französisch, Spanisch	Englisch, Französisch, Spanisch

Arbeits-  
sprachen

# Sprachenregelung in einigen internationalen Organisationen

Organisationen	Amtssprachen	Arbeitsprachen
<b>Generalversammlung der Vereinten Nationen</b> Geschäftsordnung, Art. 51(A/520/Rev.15).	Arabisch, Chinesisch, Englisch, Französisch, Russisch, Spanisch,	Arabisch, Chinesisch, Englisch, Französisch, Russisch, Spanisch und Englisch Generalsekretariat :
<b>Weltbank</b>	keine Angaben	Englisch Übersetzung Arabisch, Französisch, Mandarin, Portugiesisch, Russisch, Spanisch
<b>Wirtschaftskommission für Afrika der Vereinten Nationen (ECA)</b> Geschäftsordnung, Art. 31/35 (E/CN.14/11/Rev.8/Corr.2)	Arabisch, Englisch, Französisch	Arabisch, Englisch, Französisch
<b>Westafrikanische Wirtschaftsgemeinschaft (ECOWAS)</b>	Englisch, Französisch, Portugiesisch	Englisch, Französisch, Portugiesisch
<b>Internationaler Gerichtshof (IGH)</b> Satzung von 1945, Art. 39.1.	Englisch, Französisch	Englisch, Französisch
<b>Konferenz der Vereinten Nationen für Handel und Entwicklung (UNCTAD)</b> Geschäftsordnung, Art. 69 (TD/8/740).	Arabisch, Chinesisch, Deutsch, Englisch, Französisch, Russisch, Spanisch,	Englisch, Französisch Sekretariat :

Nützliche Informationen



## DIE KOORDINATOREN FÜR DIE MEHRSPRACHIGKEIT INNERHALB DER INTERNATIONALEN ORGANISATIONEN

### ● Koordinator für Mehrsprachigkeit im Sekretariat

der Vereinten Nationen in New York

**Peter Launsky-Tieffenthal**

*Stellvertreter der Generalsekretär für Kommunikation*

*und Information*

Département de l'Information, Nations unies

NY 10017 • New York, États-Unis

### ● Koordinator für Mehrsprachigkeit

beim Büro der Vereinten Nationen in Genf

**Zhengren Li**

Division des services de conférences,

Office des Nations unies • 1211 Genève 10

E-mail : zli@unog.ch

### ● Koordinator für Mehrsprachigkeit

bei der Weltgesundheitsorganisation

**Dr. Hooman Momen, Press Koordinator**

20, avenue Appia • 1211 Genf 27

E-Mail : momen@who.int

### ● Europäische Kommissarin für Bildung,

Kultur, Mehrsprachigkeit und Jugend

**Androulla Vassiliou**

Rue de la loi 200 • BERL 10/110

B-1049 Bruxelles

E-Mail : androulla.vassiliou@ec.europa.eu

### ● Koordinator für Französisch

bei der Kommission der Afrikanischen Union

**Thomas Tschiggfrey**

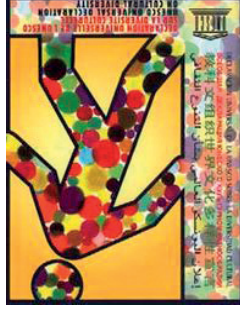
Bureau du vice-président,

Commission de l'Union africaine

P.O. Box 3243 • Addis-Abeba, Éthiopie

E-Mail : TschiggfreyT@africa-union.org

Am 2. November 2001 verabschiedete die UNESCO ihre Allgemeine Erklärung über die kulturelle Vielfalt. In dieser Erklärung wird erstmals die kulturelle Vielfalt als « gemeinsames Erbe der Menschheit » anerkannt und dessen Bewahrung als konkurrenz ethische, von der Achtung der Menschenwürde nicht zu trennende Verpflichtung angesehen. In der Folge erklärte die Generalversammlung der Vereinten Nationen den **21. Mai** öffentlich zum Welttag der kulturellen Vielfalt für Dialog und Entwicklung, um Überlegungen über die Werte der kulturellen Vielfalt zu vertiefen und ein besseres « Zusammenleben » zu erlernen.



● Welttag der kulturellen Vielfalt für Dialog und Entwicklung

<http://www.un.org/fr/events/culturaldiversityday/>

Welt zu sensibilisieren. »  
 Erziehung zu fördern, sondern uns auch immer mehr für die vielfältigen sprachlichen und kulturellen Traditionen auf der Erde zu öffnen, die sprachliche Vielfalt und die mehrsprachige Kommunikation zu fördern, und alle Maßnahmen zu ergreifen, die zur Verstärkung der Muttersprachen nicht nur im Bereich der Sprache zu einer auf Verständnis, Toleranz und Achtung der kulturellen Vielfalt im Dialog begründeten Solidarität führen, und alle Maßnahmen zu ergreifen, die zur Verstärkung der Muttersprachen nicht nur dazu dienen, die sprachliche Vielfalt und die mehrsprachige Erziehung zu fördern, sondern uns auch immer mehr für die vielfältigen sprachlichen und kulturellen Traditionen auf der Welt zu sensibilisieren. »



● Der Internationale Tag der Muttersprache

Auf Initiative des Europarats wird der Europäische Tag der Sprachen jedes Jahr seit 2001 am **26. September** gefeiert. Bei hundertn Aktivitäten in ganz Europa wird die Sprachenvielfalt gefeiert und das Sprachlernen gefördert, weil « Sprachen feiern gleichbedeutend ist mit Vielfalt feiern ».

### ● Der Europäische Tag der Sprachen



Seit 1990 feiern die französischsprachigen Menschen aller Kontinente den **20. März** als den internationalen Tag der Frankophonie. Auf der ganzen Welt ist das eine Gelegenheit für sie, ihre Solidarität und ihren Wunsch, mit ihrer Verschiedenartigkeit und Vielfalt zusammenzuleben, zum Ausdruck zu bringen. Der 20. März wurde in Erinnerung an die Unterzeichnung des Vertrages zur Gründung der Agentur für kulturelle und technische Zusammenarbeit (ACCT), der heutigen internationalen Organisation der Frankophonie, im Jahr 1970 in Niamey (Niger) ausgewählt.

### ● Der Internationale Tag der Frankophonie



Die UNO-Büros auf der ganzen Welt feiern sechs spezielle Tage für jeweils eine Amtssprache : **Französisch (20. März), Chinesisch (20. April), Englisch (23. April), Russisch (6. Juni), Spanisch (12. Oktober) und Arabisch (18. Dezember)**.

Die Tage der Sprachen bei der UNO wurden 2010 eingeführt, um die Mehrsprachigkeit und kulturelle Vielfalt sowie die gleichwertige Verwendung der sechs Amtssprachen der Organisation zu fördern.

### ● Die tage der sprachen bei der uno



<http://edl.ecml.at/>; [www.coe.int/EDL](http://www.coe.int/EDL)

- Tage der Sprachen
- Kontakte
- Sprachregelung bei den wichtigsten internationalen Organisationen
- Mitgliedsstaaten und -regierungen bei der Frankophonie
- *Vademecum* der Frankophonie zur Verwendung der französischen Sprache in internationalen Organisationen

## NÜTZLICHE INFORMATIONEN



## Bei den Instanzen

Mit den Vertretern aller Sprachbereiche innerhalb der internationalen oder regionalen Organisationen eng zusammenarbeiten, um die Achtung der Grundsätze der kulturellen und sprachlichen Vielfalt und den Status der Sprachen durchzusetzen.

### ■ Einfluss auf Entscheidungen ausüben

Innerhalb jeder Organisation dürfen außerhalb der statutarischen Budgetsitzungen einige entscheidende Instanzen nicht vernachlässigt werden, die genutzt werden könnten, um sich für die Mehrsprachigkeit zum Beispiel bei den Vereinten Nationen einzusetzen und sie zu fördern :

Die Jahressitzung des Informationsausschusses, bei der alle Informations- und Kommunikationsfragen behandelt werden. Die aus den Arbeiten dieses Ausschusses hervorgehenden Resolutionen enthält sehr viele Bestimmungen, die sich auf die Mehrsprachigkeit auswirken. Daher ist es wichtig, diesen Ausschuss nicht zu vernachlässigen. Diese jährliche Resolution ist eine sehr nützliche Ergänzung zur alle zwei Jahre von der Generalversammlung verabschiedeten Resolution über die Mehrsprachigkeit, bei der viele Bestimmungen zur Gänze von dort übernommen werden.

Der Konferenzausschuss, in dem 23 Mitgliedsstaaten vertreten sind und der jedes Jahr eine Woche lang Anfang September zusammentritt. Der Ausschuss verabschiedet wichtige Maßnahmen mit einer direkten Auswirkung auf das Dolmetschen und Übersetzen, weshalb es zweckdienlich wäre, wenn die Beteiligter der Mehrsprachigkeit dort zumindest als Beobachter vertreten wären.

Die von den Sprachendiensten veranstalteten Qualitätsbewertungssitzungen. Ziel dieser zweimal pro Jahr veranstalteten Sitzungen ist es, Vorschläge der Mitgliedsstaaten zur Verbesserung der Sprachendienste einzuholen.

Die Resolution über die Verwaltung der Humanressourcen, die zwei Mal pro Jahr angenommen wird und bei der Fragen im Zusammenhang mit Personalrekrutierung, Ausbildung und Berufsmobilität, die eine sprachliche Dimension haben, behandelt werden.

# Kommunikation und Information

## ■ Alle ansprechen

Verlangen, dass das Sekretariat **Mitteilungen** und Korrespondenzen in der Sprache des betreffenden Diplomaten schickt, der wiederum an das Sekretariat in der Sprache seiner Wahl antworten kann;

Vorsehen, dass **Telefonempfangsdiens**t und **Webseite** der nationalen Delegationen in einer der Amtssprachen ihres Landes erfolgt;

**Alle Ungleichheiten** auf der Webseite zwischen Inhalten auf Englisch und den anderen Amtssprachen melden;

Verlangen, dass **Hinweisschilder**, **Anzeigetafeln** und **Anweisungen** im Inneren der Gebäude in allen Amtssprachen verfügbar sind.

## Gemeinsame Maßnahmen ■ Auf allen Ebenen tätig werden

Mehrsprachigkeit ist nach wie vor als wesentlicher Grundsatz in den Texten festgeschrieben (bei der zweijährigen UNO-Resolution, EU-Verordnungen, Gründungsakte der Afrikanischen Union etc.), doch setzt das **Engagement** aller voraus.

Die **Bildung von Sprachgruppen** innerhalb der internationalen Organisation nach dem Vorbild der Gruppen der französischensprachigen Botschafter **fördern**;

Von den eigenen nationalen Behörden **Maßnahmen zur Sprachaus- und fortbildung verlangen**;

**Spaßmaßnahmen**, die negative Auswirkungen auf die Stellung und Verwendung der Amts- und Arbeitssprachen haben, **ablehnen**;

## Bei Personalauswahlungen



### ■ Diskriminierungen bei Postenbewerbungen vermeiden

Bei der Personalauswahlung in internationalen Organisationen wird das Beherrschen einer der Arbeitssprachen verlangt, aber in der Praxis wird nur die englische Sprache wirklich vorausgesetzt. Ebenso findet der Bewerbungsprozess im Wesentlichen auf Englisch statt, wodurch englische Muttersprachler bevorzugt werden, was wiederum die Tendenz zur Einsprachigkeit verstärkt.

### Hier können konkrete Aktionen gesetzt werden :

Die gleichzeitige Veröffentlichung von Postenaus-schreibungen in allen Medien in allen Arbeitssprachen verlangen; Darauf achten, dass bei strategischen Posten (Direktoren, Sekretionschefs, Pressesprechern) die ausgewählten Kandidaten tatsächlich mindestens zwei Arbeitssprachen beherrschen oder sich verpflichten, sie zu erlernen;

Sicherstellen, dass die mit den Bewerbungsgesprächen betrauten Auswahlkommissionen mehrsprachig sind und tatsächlich die Beherrschung der verschiedenen Arbeits-/Amtssprachen bei den Bewerbungen überprüft wird;

An die Notwendigkeit erinnern, dass Personen, die im Rahmen der Friedenserhaltenden Maßnahmen bestellt werden, in der Lage sein müssen, sich in der Amtssprache des Landes, in dem sie zum Einsatz kommen, ausdrücken zu können; Darauf bestehen, dass der örtliche UNDP-Vertreter, der auch die Funktion des Koordinators der laufenden Operationen der UNO-Agenturen vor Ort in den Partnerländern erfüllt, tatsächlich die Hauptsprache des Landes, in dem er zugeteilt ist, beherrscht.

## ■ Bei informellen Sitzungen

**Interkomprehension versuchen, sich für  
Leichtigkeit und Genauigkeit entscheiden**

Die große Anzahl an informellen einsprachigen Sitzungen gefährdet die demokratische Arbeitsweise und stört die repräsentative Vertretung in den Organisationen, dadurch, dass der **Informationszugang** je nach tatsächlicher Beherrschung einer Sprache durch die Gesprächspartner **beschränkt** wird.

**Daher soll man unbedingt :**

Beim Fehlen einer Simultandolmetschung bei einer sogenannten informellen Sitzung, die aber einen quasi-institutionellen Charakter aufweist, **Kritik üben**;

Das Wort in seiner eigenen Sprache oder in der/den Amtssprache(n) ergreifen, die man am besten beherrscht;

Die Übersetzung der in den Amtssprachen der Organisation behandelten **Dokumente** bei der entsprechenden Dienst-

stelle **verlangen**;

Wenn es sich um Fachsitzungen handelt, die Initiative ergreifen, um Sitzungen nach Sprachzonen abzuhalten, insbesondere bei Fachthemen.





# Übersetzen und Dolmetschen

## ■ Bei offiziellen Sitzungen

**Demokratisierung und Effizienz  
bei den Gesprächen garantieren**

Es ist unbedingt notwendig, dass jeder Delegierte sich in einer der Amtssprachen seines Landes oder in der Amtssprache der Organisation, die er am besten beherrscht, ausdrücken kann.

Die bei derartigen Treffen immer vorgesehenen Übersetzer und Dolmetscher beklagen häufig die viel zu sehr verbreitete Praxis, dass in äußerst mangelhaftem Englisch Texte vorgelegt oder Reden gehalten werden. Die Genauigkeit bei den Gesprächen leidet darunter und die zusätzlichen Kosten für die Überarbeitung/Korrektur der den Konferenzzielten übermittelten Texte werden von Jahr zu Jahr höher.

### Gegebenenfalls sollte man daher :

die Annahme einer Resolution, eines Antrags oder einer sonstigen Entscheidung **verschieben**, wenn die Dokumente nicht in allen Arbeitssprachen verfügbar sind; die Vertagung einer Sitzung verlangen, wenn es keine Übersetzung der vorbereitenden Dokumente, offiziellen Texte oder Protokolle gibt;

Sicherstellen, dass die sich auf die Tagesordnung beziehenden Dokumente in den Arbeitssprachen veröffentlicht werden; beim für Mehrsprachigkeit zuständigen Koordinator oder bei der zuständigen Dienststelle vorsprechen, wenn ein Dokument oder ein Bericht nicht in den Amtssprachen der Organisation verfügbar ist;

bei der ausstellenden Dienststelle Protest einlegen, wenn eine auf der Webseite der Organisation verbreitete Information nur in einer einzigen Sprache angeboten wird.

# Handbuch für bewährte Verfahren



Nicht die Verwendung des Englischen ist das Problem, sondern die vorherrschende Stellung einer einzigen Sprache, unter dem – leider falschen – Vorwand, die Kommunikation dadurch zu erleichtern.  
**Die Wiederherstellung eines dynamischen Gleichgewichts zwischen den Amts- und Arbeitssprachen der Organisationen ist daher das Ziel.**  
Diplomaten und Beamte sind die wichtigsten Akteure, die sich für die Mehrsprachigkeit einsetzen können.  
Die Sprache ist kein Selbstzweck, sondern stellt ein ganz wichtiges Instrument dar, um Gedanken und einen besonderen Blick auf die Welt und die großen Herausforderungen der internationalen Aktualität zu vermitteln.

Leichtigkeit und Genauigkeit des Diskurses sind insbesondere bei Beamten und Diplomaten notwendige Voraussetzungen, um im eigenen Arbeitsumfeld einen **anspruchsvollen Dialog** führen zu können.



## Dialog und Verhandlungen

Einsprachigkeit reduziert bei internationalen Instanzen auch die Fähigkeit, unterschiedliche (von mehreren Kulturen beeinflusste) Sichtweisen, Lösungen und Praktiken hervorzubringen, um den komplexen Herausforderungen gerecht zu werden, denen sie sich stellen müssen.

## Effizienz

Texte, die in einem mangelhaften Englisch abgefasst sind, müssen oft von der Übersetzungsdiensten korrigiert werden und bleiben unklar und ungenau. Wortmeldungen in einer schlecht beherrschten Sprache verlieren an Substanz und erschweren die Arbeit der Dolmetscher. Im Rahmen der Friedenserhaltenden Maßnahmen ist die Beherrschung der Sprache der betroffenen Bevölkerungen eine Voraussetzung für Effizienz.

## Information

Der Zugang zu Information und Dokumentation in den Amts- und Arbeitssprachen ist unbedingt notwendig, damit Angestellte, Vertreter und Delegierte der ständigen Vertretungen ihre Aufgaben zufriedenstellend ausüben können. Denn bei der Auslegung der Texte können Missverständnisse oder Nichtverstehen zu Konflikten führen. Desgleichen ist es für Organisationen äußerst wichtig, die Verbreitung von gut formulierten Mittellungen insbesondere bei sensiblen Themen an möglichst viele Personen zu garantieren und auf diese Weise einen interkulturellen Dialog zu führen.

## Kommunikation

Alle Beamten, Vertreter oder Delegierte haben das Recht, sich in der Sprache auszudrücken, die sie am besten können, sobald dies von der Sprachenregelung der Organisation vorgesehen ist. Die Wahl der Kommunikationssprache kann sich auf die **Ausdrucksfähigkeit** auswirken, auf die Möglichkeit, sich verständlich zu machen und effizient die eigenen Standpunkte und Interessen zu vertreten. Verwendet man eine andere Sprache als seine Muttersprache oder seine am besten beherrschte Sprache, wird man Überlegungen und Präsentationen vereinfachen und nicht so nuanciert darstellen, was zu einem inhaltlichen Verlust führt.

# Die Herausforderungen bei der Umsetzung der Mehrsprachigkeit

Bei internationalen Instanzen, die im Wesentlichen auf **Dialog und Verhandlungen** setzen, sind die Herausforderungen im Zusammenhang mit der Frage der **Kommunikationssprachen** gewaltig. Sie betreffen nämlich die effiziente und demokratische Arbeitsweise der Organisationen, die nicht ohne ein Mindestmaß an gleichem **Informations-** und Redezugang in einer gut beherrschten Sprache sichergestellt werden kann.

## Demokratie

Unter der Annahme, dass eine Sprache eine Weltanschauung in sich trägt, stellt die Verwendung einer einzigen Sprache ein Hindernis bei der Erfahrung der Vielfalt der Kulturen und der Sichtweisen dar und beschränkt den Zugang der Bürger zu den sie betreffenden Informationen. Die Achtung der Mehrsprachigkeit stellt ein Bollwerk gegen das Einheitsdenken dar. Sie trägt zur Demokratisierung der internationalen Beziehungen bei.



## Chancengleichheit

In einer internationalen Organisation hat jedes Mitgliedsland die gleichen Rechte und Pflichten. Damit es die gleichen Chancen hat, sich an Diskussionen zu beteiligen, müssen Informationszugang und Redebeträge leicht in allen Amtssprachen möglich sein.

nationalen Organisationen, die den Status der Arbeitssprachen gewährleisten soll und die Notwendigkeit, die Zusammenhänge der englisch-, portugiesisch- und spanischsprachigen Länder stärker für die Sprache-herrschaft als Kriterium bei Postenrekruitierungen zu sensibilisieren.

### **Kulturelle Vielfalt als Voraussetzung für eine gerechte, solidarische und friedliche Globalisierung**

Im Juni 2001 wurde bei der Dritten Ministerkonferenz der Frankophonie über Kultur in Cotonou die Schaffung eines internationalen Rechtsinstrumentes vorgeschlagen, durch das die Bedeutung der kulturellen Vielfalt unterstrichen wird und die Notwendigkeit, die Kulturindustrien zu fördern und zu schützen.

Diese Frage gehörte auch zu den zentralen Anliegen der Frankophonie bei ihrem zehnjährigen strategischen Rahmen, der beim X. Gipfel der Staats- und Regierungschefs in Ouagadougou im November 2004 angenommen wurde. Bei diesem wurden die großen Aufgaben der OIF festgesetzt, zu denen die Förderung der französischen Sprache und der kulturellen und sprachlichen Vielfalt zählt.

Gleichzeitig hat sich die Frankophonie sehr für die Annahme der Konvention zum Schutz und zur Förderung der Vielfalt kultureller Ausdrucksweisen durch die Unesco eingesetzt, die schließlich von der Generalkonferenz 2005 angenommen wurde und im März 2007 in Kraft getreten ist.

### **Die Achtung der Amtssprachen in den internationalen Organisationen als Garantie für Gleichheit und Effizienz**

Im September 2006 wurde beim XI. Gipfel der Staats- und Regierungschefs der Frankophonie das *Vademecum zur Verwendung der französischen Sprache in internationalen Organisationen* angenommen. Wenn die Mitgliedsstaaten und -regierungen der Frankophonie diesen Text angenommen haben, so nicht nur, um sich für die französische Sprache einzusetzen, sondern weil sie die Bedeutung des Kampfes für die Mehrsprachigkeit und der Achtung des Status der Amts- und Arbeitssprachen innerhalb der internationalen Organisationen erkannt haben.

**Sprecher: ca. 1 Milliarde 445 Millionen** auf der ganzen Welt sprechen «chinesische Sprachen», davon ca. 836 Millionen Mandarin. Zahlenmäßig ist Chinesisch also die am meisten gesprochene Sprache in der Welt.

**Lernende:** Nach offiziellen chinesischen Schätzungen lernen ca. 40 Millionen Menschen Chinesisch als Fremdsprache (100 Millionen prognostiziert bis 2020).

In den westlichen Ländern erteilen mittlerweile 700 Hochschulen Chinesisch-Unterricht. Die *Confucius-Institute* in mehreren Städten der Welt bieten Chinesisch-Kurse an und tragen zur Verbreitung der chinesischen Kultur bei.

## Das Engagement der Frankophonie für die Mehrsprachigkeit

Auch wenn die Hauptaufgabe der Frankophonie die Stärkung der Verwendung der französischen Sprache bei Kommunikation, Kooperation und Unterricht in ihrem Sprachraum ist, so hat sie sich gleichzeitig entschlossen, einen umfassenderen Kampf für die *kulturelle und sprachliche Vielfalt zu führen*.

### Mehrsprachigkeit wichtig für Demokratie

Im November 1998 fand auf Initiative der Frankophonie ein Symposium in Genf statt, bei dem internationale Beamte und Diplomaten sich mit der Frage des Französischen und der Mehrsprachigkeit in internationalen Organisationen beschäftigten. Ziel dabei war, auf die Bedeutung der sprachlichen Vielfalt bei der Demokratisierung der internationalen Beziehungen zu verweisen.

Zu den bei dieser Gelegenheit eingebrachten Vorschlägen gehörten insbesondere die Schaffung einer Kommission zur Achtung und zum Schutz der Mehrsprachigkeit in inter-

Arbeitsprache der wichtigsten UN-Organen und Sonderorgan-isationen und zweiter regionaler asiatischer Organisationen (ASEAN und SCO).

**Status in den Organisationen:** Chinesisch ist Amts- und/oder Territorien (China, Hongkong, Macao, Singapur und Taiwan).  
**Bevölkerung:** 1,4 Milliarden Einwohner.  
 zweite Amtssprache in 5 Ländern oder

**Status:** Chinesisch ist Amtssprache oder

## Der chinesischsprachige Raum



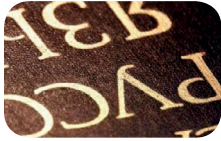
**Lernende:** Zwischen 100 und 150 Millionen Menschen weltweit lernen Russisch.  
 außerhalb von Russland).

tersprache von 200 Millionen Menschen (davon 70 Millionen weit, vor allem in Osteuropa und Asien. Russisch ist die Mut-  
**Sprecher:** Zwischen 300 und 350 Millionen Menschen welt-  
 Organisationen (OSZE, Europarat, GUS, SCO).

rganisationen sowie regionaler europäischer und asiatischer  
 Arbeitsprache der UNO und ihrer wichtigsten Sonderor-  
**Status in den Organisationen:** Russisch ist Amts- und/oder  
**Bevölkerung:** auf 175 Millionen Einwohner geschätzt.

**Status:** Russisch ist Amtssprache in  
 4 Ländern.

## Der russischsprachige Raum



**Lernende:** Das *Institut Camões* hat die Aufgabe, die portugie-  
 sische Sprache und Kultur im Ausland zu fördern.  
**Sprecher:** 240 Millionen.

(AU, SADC und ECOWAS).  
 EU, aber auch dreier regionalen afrikanischen Organisationen  
 ischen Organisationen (MERCOSUR, OAS, UNASUR, EIA), der



der UNESCO-Generalkonferenz, mehrerer regionaler amerikanischer Status in den Organisationen : Portugiesisch ist Amtssprache Bevölkerung : wird auf 215 Millionen Einwohner geschätzt. Zusammenschluss sämtlicher portugiesischsprachiger Länder. Die CPLP (Gemeinschaft der lusophonen Länder) ist der Tetum).

waltungsregion Macao (mit Chinesisch) und in Osttimor (mit Amtssprache. Es ist auch eine der Amtssprachen der Sonderverwaltungen haben Portugiesisch als Status : Acht Länder auf vier Kontinenten



## Der portugiesischsprachige Raum

Kultur: der Verbreitung der spanischen und hispanoamerikanischen Förderung und dem Unterricht der spanischen Sprache, sowie mit seinen Zentren auf der ganzen Welt widmet sich der **Lernende** : 14 Millionen Schüler lernen Spanisch als Fremdsprache (davon 5 Millionen in Brasilien). Das *Institut Cervantes* Sprecher : **450 Millionen** (davon etwa 329 als Muttersprache). amerikanischen Organisationen (NAFTA, ACS, MERCOSUR). Organisationen (SADC, UA), bei der EU und fast allen regionalen Sonderorganisationen, bei zwei regionalen afrikanischen Organisationen (SADC, UA), bei der EU und fast allen regionalen oder Arbeitsprache bei den wichtigsten UN-Organen und Status in den Organisationen : Spanisch ist Amts- und/ 380 Millionen Menschen.

Bevölkerung : Sämtliche spanischsprachigen Länder mit ca. Die Organisation der Iberoamerikanischen Staaten für Bildung, Wissenschaft und Kultur (OEI) und ihr Generalsekretariat (SEG-IB) ist der Zusammenschluss der spanischsprachigen Länder mit ca. zweite Amtssprache in 20 Ländern.

Status : Spanisch ist Amtssprache oder

## Der spanischsprachige Raum



## Der französischsprachige Raum



**Status:** Französisch ist Amtssprache oder zweite Amtssprache in 32 Staaten und Regierungen der Internationalen Organisation der Frankophonie (OIF).

**Bevölkerung:** ca. 350 Millionen Einwohner.

**Status in den Organisationen:** Französisch ist Amts- und Arbeitssprache bei den wichtigsten UN-Organen und allen regionalen UN-Kommissionen und Institutionen (außer bei der Weltbank und dem IWF), den vier interamerikanischen Organisationen (IDB, COPA, FIPA, OEI), der beiden regionalen Organisationen Amerikas (NAFTA, ACS), aber auch bei der NATO und der EU so wie bei fast allen regionalen afrikanischen Organisationen (UEMOA, ADB, ECOWAS, AU).

**Sprecher: 220 Millionen** Menschen in der Welt können als französischsprachig eingestuft werden, wobei diese Zahl nicht die großen Bevölkerungsschichten im Süden umfasst, die zwar in der Lage sind, sich auf Französisch auszudrücken und es zu verstehen (es aber nicht lesen oder schreiben können).

Französisch ist die **5. meistgesprochene Sprache** in der Welt. **Lernende:** Es gibt 116 Millionen Lernende (davon ca. die Hälfte als Fremdsprache). Als Weltsprache ist Französisch Unterrichtssprache, aber auch eine der wenigen Sprachen, die auf nahezu allen Kontinenten gelernt wird. Sie ist in den Schul- und Universitäts-systemen der Länder präsent, wird aber auch von bilateralen oder multilateralen staatlichen oder nicht-staatlichen Netzen gefördert und unterrichtet, so wie den französischen Kulturinstituten und den *Alliances françaises*, die mehr als 1100 Niederlassungen in mehr als 130 Ländern unterhalten.

Arabisch oder vielmehr die verschiedenen gesprochenen arabischen Sprachen nehmen den 4. Platz bei den meist-gesprochenen Sprachen in der Welt ein, und zwar nur auf die Menschen bezogen, die sie als erste Sprache sprechen.

**Lernende:** Die Religion des Islam ist einer der wesentlichsten Gründe, warum viele Menschen zumindest das Lesen des Arabischen beherrschen. So wird Arabisch in manchen Ländern nur im Rahmen der Religionsausübung verwendet (Bangladesch, Indonesien, Iran, Pakistan, Türkei).

**Sprecher:** ca. 250 Millionen.

Arabischen Organisationen (Arabische Liga, OIC, AMU, ALESCO), derorganisationen ebenso wie bei den wichtigsten regionalen Arbeitssprache bei der wichtigsten UN-Organen und Son-

**Status in den Organisationen:** Arabisch ist Amts- und/oder **Bevölkerung:** wird auf 350 Millionen Menschen geschätzt.

arabischsprachigen Länder:  
und Wissenschaft (ALESCO) ist der Zusammenschluss der

**Status:** Arabisch ist Amtssprache oder zweite

## Der arabischsprachige Raum



Amtssprache in 22 Ländern.  
Die Arabische Organisation für Bildung, Kultur und Wissenschaft (ALESCO) ist der Zusammenschluss der arabischsprachigen Länder:  
wird auf 350 Millionen Menschen geschätzt.

**Status in den Organisationen:** Arabisch ist Amts- und/oder Arbeitssprache bei der wichtigsten UN-Organen und Son-derorganisationen ebenso wie bei den wichtigsten regionalen arabischen Organisationen (Arabische Liga, OIC, AMU, ALESCO).

**Sprecher:** Die Gesamtzahl der Sprecher wird auf ca. 500 Millionen geschätzt (manche Schätzungen gehen sogar von bis zu 1 Milliarde aus). Englisch ist die weltweit meistgesprochene zweite Muttersprache.

**Lernende:** Die Anzahl der Englischlernenden wird weltweit auf 2 Milliarden geschätzt.

Der British Council ist in 110 Ländern der Welt präsent.

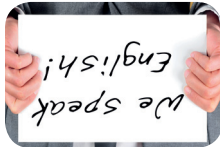
auf eine bestimmte Gruppe von Ländern oder geographische Bereiche beschränkt sind).

# Eine mehrsprachige Welt



Eine mehrsprachige Welt

## Einige der großen Sprachräume auf der Welt



**Status:** Englisch ist Amtssprache oder zweite Amtssprache in 54 Ländern auf sämtlichen Kontinenten.  
Die Commonwealth Organisation ist der Zusammenschluss der englischsprachigen Länder.

**Bevölkerung:** ca. 1,8 Milliarden Einwohner.

**Status in den Organisationen:** Englisch ist Amts- und Arbeitssprache in allen internationalen (mit Ausnahme des Weltpostvereins) und regionalen Organisationen (so diese nicht

|

|

—

—

—

—

|

|

Unsere Maßnahmen sind Teil einer Strategie für alle Sprachen, für die Vielsprachigkeit als Instrument für die Demokratisierung der internationalen Beziehungen. Denn jede Missachtung der Gleichwertigkeit der Amts- und Arbeitssprachen in internationalen Organisationen kann die Qualität von Dialog und Kooperation in Frage stellen, die die Grundlage für die von der Frankophonie vertretenen Mehrseitigkeit darstellen.

**Abdou Diouf,**  
Generalsekretär der Frankophonie, 2008



Mehrsprachigkeit ist ein wesentlicher Faktor bei einer harmonischen Kommunikation zwischen den Völkern und daher von ganz besonderer Bedeutung ... Sie trägt zur Toleranz bei und garantiert auch eine effektive, verstärkte Beteiligung aller beim Arbeitsablauf der Organisation, desgleichen eine höhere Effizienz, bessere Ergebnisse und ein größeres Engagement. Mehrsprachigkeit muss im Sinne des Teilens und der Kommunikation ... durch verschiedene Maßnahmen geschützt und gefördert werden.

Bericht des Generalsekretärs  
**Ban Ki Moon**  
über die Mehrsprachigkeit, 2007



# Zusammenfassung

## Eine mehrsprachige Welt

Einige der großen Sprachräume in der Welt ..... 5

Das Engagement der Frankophonie für die Mehrsprachigkeit ..... 10

Die Herausforderungen bei der Umsetzung der Mehrsprachigkeit ..... 11

## Handbuch für bewährte Verfahren

Übersetzen und Dolmetschen ..... 16

Personalkreutierung ..... 18

Kommunikation und Information ..... 19

Gemeinsame Maßnahmen ..... 19

Bei den Instanzen ..... 20

## Nützliche Informationen

Tage der Sprachen ..... 22

Kontakte ..... 24

Sprachregelung bei den wichtigsten internationalen Organisationen ..... 25

Mitgliedsstaaten und regierungen bei der Frankophonie ..... 28

Vademecum der Frankophonie zur Verwendung der französischen Sprache in internationalen Organisationen ..... 29

BEOBACHTUNGSSTELLE FÜR  
DIE FRANZÖSISCHE SPRACHE

MMNathan

Sprachliche Vielfalt  
praktisch umsetzen



Die Umsetzung der  
**MEHRSPRACHIGKEIT**  
in internationalen  
Organisationen

la francophonie  
ORGANISATION  
INTERNATIONALE DE

